



MEDIAPART

Frères musulmans : Le plan secret des Émirats pour influencer le débat public français

Dans une note interne que révèle Mediapart, la diplomatie des Émirats arabes unis détaille un « plan d'action » destiné à renforcer l'activisme de la France contre les Frères musulmans. L'Élysée, le Parlement, des médias et plusieurs chercheurs sont identifiés comme les relais d'une vaste opération aux frontières de l'ingérence.

Ilyes Ramdani et Antton Rouget

18 janvier 2026 à 17h30

Une franche accolade avec son homologue Mohammed ben Zayed al-Nahyane à la descente de l'avion ; un discours chaleureux, depuis la base militaire d'Abou Dhabi, sur « *les liens de très grande confiance* » entre les deux pays ; et un post sur le réseau social X, quelques heures plus tard, remerciant le président émirati pour la « *chaleur de [son] accueil* » : la visite officielle d'Emmanuel Macron aux Émirats arabes unis, le 21 décembre 2025, a permis à la France de réaffirmer son attachement à l'amitié entre les deux pays. Après sa réélection en 2022, le même Macron promettait déjà que les deux États seraient « *plus proches que jamais* ». Derrière cette proximité, la relation franco-émiratite n'est pas exempte de mystères. Le président de la République connaît-il, par exemple, les efforts que déploie son partenaire pour influer « *discrètement* » sur ses orientations de politique intérieure et sur le débat public français ?

Mediapart révèle l'existence d'un « *plan d'action* » complet, élaboré à l'été 2025 par la diplomatie émiratite et destiné à « *encourager les autorités françaises à renforcer les mesures* » à l'égard des Frères musulmans comme des « *entités* » qui leur seraient « *liées* ».

L'hostilité des Émirats arabes unis (EAU) envers l'organisation islamiste n'est pas nouvelle : depuis une dizaine d'années, la puissance péninsulaire a impulsé, avec l'Arabie saoudite, une double stratégie de condamnation et de contre-influence dont l'intensité a crû avec le temps.



Emmanuel Macron et le cheik Mohammed ben Zayed al-Nahyane, lors d'une visite au musée national

Plus inédite, en revanche, est la sophistication de la stratégie émiratie et sa focalisation sur la France. Adressé le 18 août 2025 par la direction Europe du ministère des affaires étrangères au numéro deux de l'ambassade en France, Ahmed al-Mulla, le document que révèle Mediapart est un véritable plan de court et moyen terme, visant à aligner les vues des pouvoirs publics français sur celles d'Abou Dhabi.

La France, « *Target Country* » (« pays cible ») selon la terminologie de cette note confidentielle, est décrite comme un terrain propice à une opération d'influence : « *L'environnement politique et médiatique en France est de plus en plus favorable à une surveillance renforcée des Frères musulmans et des réseaux islamistes qui leur sont liés* », note la diplomatie émiratie, avant de souligner que « *le centre et la droite ont convergé sur la nécessité de restreindre l'influence de l'islam politique* ».

L'entourage de Macron ciblé

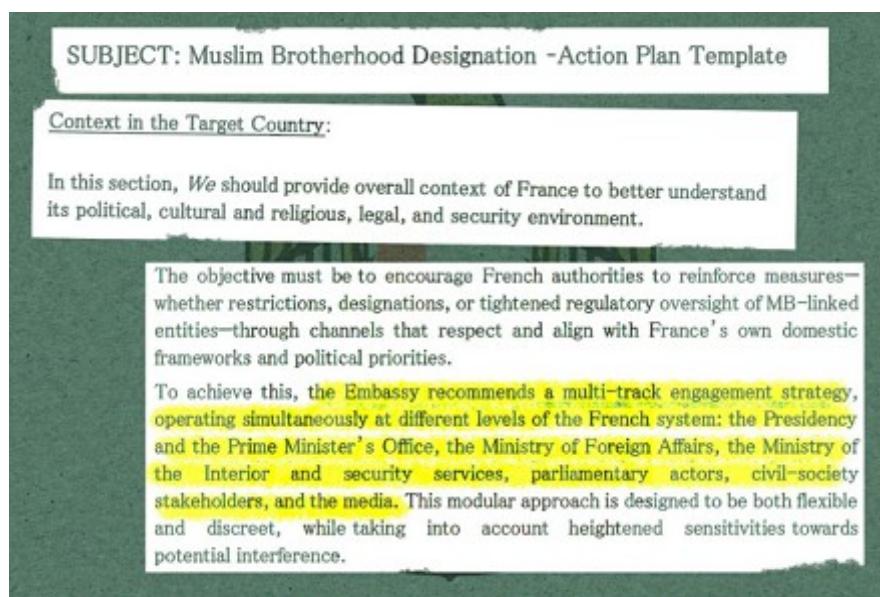
Dans le champ politique, les divisions et hésitations à gauche sur la question – notamment entre le Parti socialiste (PS) et La France insoumise (LFI) – sont perçues comme une opportunité à saisir. « *Cette fragmentation empêche l'émergence d'un front d'opposition commun et renforce le momentum en faveur de mesures de fermeté.* » D'où l'importance d'une « *stratégie de mobilisation multisectorielle* » que « *recommande l'ambassade* », et que le document détaille en treize pages.

Les Frères musulmans au cœur de la rivalité entre Émirats et Qatar

L'activisme des Émirats à l'égard des Frères musulmans ne se comprend pas sans le prisme d'une concurrence régionale vive entre puissances du Golfe. Lorsqu'éclatent au début des années 2010 les printemps arabes, le Qatar voit d'un bon œil l'émergence de la confrérie, dont elle accueille les principaux dirigeants et accompagne la progression. Les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, farouchement hostiles à l'influence religieuse et politique des Frères musulmans, décident à partir de 2017 d'un boycott puis d'un blocus du Qatar.

Sans surprise, c'est d'abord sur le Quai d'Orsay qu'Abou Dhabi propose de concentrer ses efforts. Les rédacteurs de la note proposent de multiplier les « *consultations privées* » avec les différentes directions du ministère des affaires étrangères : Afrique du Nord-Moyen-Orient (Anmo), affaires stratégiques, lutte contre le terrorisme...

Sous prétexte d'« *enrichir* » l'analyse du Quai, les EAU prévoient d'abreuver la diplomatie française de documents en tous genres : « *notes libres* » sans en-tête ni signature, « *briefings techniques* » rédigés de sorte à être « *réutilisables* » par l'administration française... Tout doit être fait pour neutraliser, dans la forme, les écrits émiratis. Une manière de « *faciliter [leur] circulation* » jusqu'à l'Élysée et Matignon, est-il écrit



Extraits du « plan d'action » complet, élaboré à l'été 2025 par la diplomatie émiratie. © Documents

La présidence de la République, justement, est une autre cible prioritaire d'Abou Dhabi. Conscients que l'Élysée occupe « *une place déterminante* » dans le système institutionnel français, les EAU ambitionnent de se rapprocher « *avec discréption* » d'Emmanuel Macron, en « *se concentrant sur les conseillers clés qui guident la prise de décision présidentielle* ».

La note cite, sans surprise, Emmanuel Bonne, sherpa du chef de l'État et chef de la cellule diplomatique. Elle mentionne également Anne-Claire Legendre, chargée des dossiers moyen-orientaux, Emmanuel Moulin, le secrétaire général de la présidence, ou encore Paul Soler, l'envoyé spécial du président en Libye (où la France fournit une aide précieuse à son allié émirati).

Plusieurs membres de cabinets ministériels ont reçu, dès leur nomination, un bouquet de fleurs en provenance de l'ambassade émiratie.

Là encore, des « *consultations discrètes* » et des « *notes à diffusion restreinte* » sont envisagées pour s'assurer que la vision émiratie est « *intégrée* » à la réflexion élyséenne. Abou Dhabi peut également compter sur des relations plus anciennes, comme celle de l'un de ses intermédiaires, le vendeur d'armes Elyes Ben Chedly, avec le général Fabien Mandon, promu chef d'état-major des armées par Emmanuel Macron en septembre 2025.

À chaque étape, les EAU énumèrent leurs officiels à la manœuvre. Le cabinet de Khaldoon al-Mubarak, influent président de l'Autorité exécutive des affaires d'Abou Dhabi (et président du club de football de Manchester City), est le « *canal principal* » dans la relation avec l'Élysée. Les différents ministères émiratis sont également dans la boucle, comme le cabinet présidentiel quand les interactions « *nécessitent un engagement symétrique au plus haut niveau* ». Tout cela n'en est pas resté au stade de l'intention. Le 1er décembre 2025, la France a dépêché à l'ambassade des Émirats arabes unis Anne-Claire Legendre, la conseillère Anmo d'Emmanuel Macron, pour y rencontrer, avec le directeur des affaires politiques du Quai d'Orsay, la ministre Lana Nusseibeh, spécifiquement chargée des relations avec les pays européens.

Depuis plusieurs années, les EAU accordent un soin particulier à entretenir une relation de confiance et d'amitié avec celles et ceux qui font la décision politique en France : ministres, diplomates, conseillers de l'exécutif... Plusieurs membres de cabinets ministériels ont reçu, dès leur nomination, un bouquet de fleurs en provenance de l'ambassade émiratie, avec un mot leur adressant « *les félicitations les plus cordiales* » du « *secrétariat général du cabinet de son Altesse Monsieur le ministre de l'intérieur des Émirats arabes unis* ».

Des chercheurs et des proxys

Dans son offensive tous azimuts, le pouvoir émirati ne se limite pas à ses homologues directs. La presse est partie prenante de la stratégie déployée dans le document, qui insiste sur le « rôle essentiel » que joue le paysage médiatique français dans « *la construction de l'opinion publique* » sur les Frères musulmans. La diplomatie des Émirats se félicite ainsi que *Le Figaro*, *L'Express* et *Marianne* décrivent la confrérie comme « *opaque, sectaire et incompatible avec les principes républicains* ».



L'entrée de l'ambassade des Emirats arabes unis à Paris. © Photo Antoine Boureau / Hans Lucas via AFP

Mediapart avait déjà [révélé](#) comment les services secrets des Émirats avaient financé, par le truchement d'une agence de renseignement suisse, plusieurs journalistes français pour mener des missions de dénigrement du Qatar et des Frères musulmans. Parmi les noms cités dans cette vaste enquête – appelée « [Abu Dhabi Secrets](#) » –, ceux de Louis de Raguenel (Europe 1) ou de Ian Hamel, qui collaborait alors avec *Marianne* et *Le Point*.

Pas question, dès lors, de s'arrêter en si bon chemin. Les EAU comptent sur leurs agents diplomatiques, mais aussi sur des think tanks et experts en tous genres, pour « *aiguiller le récit* » et « *apporter un soutien discret en coulisses* », à travers des « *contacts informels réguliers* » avec certains journalistes. Les Émirats insistent aussi sur l'importance de « *briefer régulièrement des experts français sollicités par les médias* », comme Gilles Kepel, Hugo Micheron ou Florence Bergeaud-Blackler, en organisant des discussions « *off the record* » de sorte que « *leurs interventions influencent naturellement le débat public* ».

L'idée est de construire un réseau d'élu·es de tous bords, qu'il sera possible « d'approcher pour des enjeux parlementaires, des amendements ou des déclarations en soutien ».

Comment ne pas penser au sondage réalisé par l'Ifop et publié [fin novembre](#) dernier sur la prétendue porosité de la communauté musulmane de France à l'égard des Frères musulmans ? À la manœuvre, Atmane Tazaghart, directeur de la rédaction d'un magazine confidentiel, *Écran de veille*. Mediapart avait révélé en 2023 ses liens avec un centre de recherche proche des Émirats, ainsi qu'avec un [espion émirati](#) qui pilotait au même moment une vaste opération d'[ingérence](#) et de [désinformation](#) en Europe.

En parallèle, les Émirats soulignent l'importance de ne pas négliger le Parlement, « *de plus en plus actif sur la question de l'islam politique et des Frères musulmans* ». L'idée est de construire un réseau d'élu·es de tous bords qu'il sera possible « *d'approcher pour des enjeux parlementaires, des amendements ou des déclarations en soutien* ». De nombreux leviers sont à activer, pointe la note : visites à Abou Dhabi ou Dubaï, missions parlementaires, rendez-vous, notes et documents diffusés « *discrètement* » pour être utilisés « *par les commissions d'enquête ou les missions parlementaires* »...

Des lignes d'autant plus intéressantes à l'aune de ce qu'a donné, entre octobre et décembre 2025, la [commission d'enquête](#) lancée par le groupe Les Républicains (LR) sur les liens entre des partis politiques et des organisations islamistes.

Quasi essentiellement consacrée à La France insoumise (LFI), la commission a déployé un trésor d'énergie pour documenter la porosité entre les Frères musulmans et l'organisation de gauche, sans y parvenir.

L'ombre des Émirats n'a cessé de planer sur ces débats, comme lorsque le diplomate François Gouyette a pointé l'activisme d'Abou Dhabi sur la question des Frères musulmans et de leur désignation en France. « *Les EAU ont été très intéressés par la question*, a expliqué l'ancien ambassadeur, coauteur d'un rapport [largement débattu](#) sur la confrérie au printemps 2025. *Les Émirats sont, on le sait, à la pointe de la lutte contre l'islamisme politique.* » Une autre ambassadrice, Hélène Tréheux-Duchêne (en poste à Londres), a souligné les « *actions de contre-influence* » menées par les EAU en Europe.

Rapprochement avec l'extrême droite

Lors de son [audition](#) le 6 décembre 2025, Jean-Luc Mélenchon est allé un cran plus loin dans la dénonciation du rôle joué par les Émirats, y compris dans les travaux de la commission d'enquête. « *Je vous mets en garde, en tant que compatriote : attention, il y a une puissance extérieure à la France qui manipule et s'ingère dans toutes sortes de circonstances pour régler ses comptes avec le Qatar*, a dénoncé le leader de gauche. *Je n'accepte pas que la France soit le terrain de jeu de ces luttes d'influence et que, de manière tout à fait honnête j'en suis persuadé, vous vous trouviez impliqués là-dedans.* »

Le document que révèle Mediapart atteste au moins l'intérêt que porte la diplomatie émiratique à la droite et à l'extrême droite française, décrites à longueur de pages comme plus réceptives à ses thèses sur la dangerosité des Frères musulmans. Rien n'est laissé au hasard : en 2021, la représentante des Émirats à Paris, Hend al-Otaiba – sœur de Yousef al-Otaiba, ambassadeur aux États-Unis depuis 2008 et pièce maîtresse de la stratégie mondiale d'influence des Émirats – avait ainsi pris soin de s'appuyer sur le réseau d'Alexandre Benalla, ex-conseiller d'Emmanuel Macron, pour sa protection personnelle, [comme nous l'avions raconté](#). Bien conscient des enjeux de la prochaine élection présidentielle, Abou Dhabi a pris le parti de brasser large.

Ainsi l'ambassadeur des Émirats à Paris a-t-il reçu en personne, le 17 novembre 2025, Éric Ciotti, président de l'Union des droites pour la République (UDR), et Gérault Verny, député du même groupe et président du groupe d'amitié France-Émirats arabes unis. Une rencontre dont s'est félicitée l'ambassade sur ses réseaux sociaux, soulignant les « *sujets d'intérêt mutuel [explorés]* » au cours de l'entretien.



Les députés Gérault Verny et Éric Ciotti avec Fahad Saeed al-Raqbani sur une photo diffusée sur le compte X de l'ambassade des Émirats arabes unis en France le 17 novembre 2025. © Capture d'écran X

Jamais avare de critiques au sujet du Qatar, l'ennemi juré des EAU auquel la présidence Sarkozy a déroulé le tapis rouge, Éric Ciotti a pris au cours de cette législature la vice-présidence du groupe d'amitié, signe de l'intérêt que porte l'extrême droite à l'allié émirati. Auparavant, c'est Sébastien Chenu, un des cadres du Rassemblement national (RN), qui en assurait la présidence.

Dans son plan, la diplomatie émiratique souligne elle aussi l'importance de « *cibler les groupes d'amitié, qui fournissent un point d'entrée pratique* » pour sa stratégie d'influence. Une manière habile, aussi, de préparer une éventuelle victoire du RN en 2027 sans se mettre à dos l'exécutif actuel.

L'inconfort de la situation impose donc, insistent à plusieurs reprises les rédacteurs de la note, une grande discréetion. Les Émirats sont conscients de la « *vigilance renforcée des autorités françaises à l'égard des ingérences étrangères* ». « *Toute implication perçue comme intrusive ou directive pourrait provoquer une contre-réaction et nuire à la contribution des EAU* », préviennent les diplomates.

À lire aussi

Ingérence des Émirats : le grand silence de la France

12 juillet 2023

Aussi le plan prévoit-il plusieurs phases, pour « *construire le momentum par étapes* » : une phase initiale faite d'échanges « *discrets* », une phase de consolidation, une phase de visibilité avec des échanges à haut niveau et une phase d'impact. Le tout devant faire l'objet d'une validation au sommet de l'État émirati et d'une « *flexibilité* » permanente, selon « *le calendrier politique français* » et le « *rythme de la relation bilatérale* ».

Fait rare, l'ambassadeur des Émirats en France, Fahad Saeed al-Raqbani – qui n'a pas répondu à notre demande d'entretien –, a consacré une tribune le 19 décembre dernier à la relation franco-émiratie. Saluant la France comme un « *allié proche* », le diplomate souligne dans *Le Figaro* le « *système de valeurs* » qui lie les deux pays, notamment dans « *la lutte contre l'extrémisme* » et les « *défis similaires* » auxquels ils feraient face.

Au nom de la « *conviction commune que les modérés doivent s'unir contre la terreur des extrêmes* », Paris et Abou Dhabi devraient donc poursuivre leur partenariat stratégique... mais pas toujours transparent.

Ilyes Ramdani et Antton Rouget